



**PRÉFET
DE LA SAVOIE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction Départementale
de l'Emploi, du Travail, des Solidarités et de la
Protection des Populations (DDETSPP)

Pôle Vétérinaire
Guichet unique des ICPE

Chambéry, le **31 MAI 2021**

**Arrêté préfectoral
portant mise en demeure**
n° ICPE - 2021 - 004
Société AXIA
Commune d'Essert-Blay

Le préfet de la Savoie
Chevalier de la Légion d'honneur
Officier de l'ordre national du Mérite

VU la directive 2010/75/UE du 24 novembre 2010 relative aux émissions industrielles et notamment son chapitre II ;

VU le code de l'environnement Livre V et notamment la section 8 "Installations visées à l'annexe I de la directive 2010/75 UE du 24 novembre 2010 relative aux émissions industrielles", articles L. 515-28 à L. 515-31 et articles R. 515-58 à R. 515-84 ;

VU la décision n°2018/1147/UE du 10 août 2018 établissant les conclusions sur les meilleures techniques disponibles (MTD) pour le traitement des déchets, au titre de la directive 2010/75/UE (BREF WT), publiée au Journal Officiel de l'Union Européenne le 17 août 2018 ;

VU l'arrêté préfectoral du 1^{er} octobre 2015 actualisant les prescriptions de l'arrêté préfectoral du 4 février 2003 autorisant la société AXIA POUGET à exploiter un centre de tri, transit et regroupement de déchets dangereux et non dangereux, ainsi qu'un broyeur de déchets métalliques non dangereux au sein de son établissement situé sur la commune d'Esserts Blay ;

VU le courrier de l'inspection des installations classées du 28 janvier 2020 rappelant à l'exploitant la parution au journal officiel de l'Union européenne de la dite décision et l'échéance de 12 mois imposée par l'article R. 515-71 du code de l'environnement concernant la remise du dossier de réexamen ;

VU l'arrêté préfectoral du 19 février 2021 mettant en demeure la société AXIA de transmettre, dans un délai de 1 mois, le dossier de réexamen prévu à l'article R. 515-71 du code de l'environnement ;

VU le courrier électronique du 5 mars 2021 par lequel l'exploitant sollicite la mise en suspens de la procédure de réexamen, du fait de l'arrêt prolongé du broyeur de déchets métalliques ;

VU le rapport établi par l'inspection des installations classées le 8 avril 2021, suite à la visite du site d'Esserts-Blay réalisée le 2 mars 2021 ;

VU le projet d'arrêté préfectoral adressé à l'exploitant par courrier du 8 avril 2021 dans le cadre de la procédure contradictoire ;

VU l'absence d'observation de l'exploitant sur le projet d'arrêté ;

CONSIDÉRANT que la société AXIA exploite sur son site d'Esserts-Blay une installation de broyage de déchets métalliques et de véhicules hors d'usage relevant de la rubrique 3532 de la nomenclature des installations classées ;

CONSIDÉRANT que les conclusions sur les meilleures techniques disponibles associées à cette rubrique sont celles relatives au traitement des déchets (BREF WT) ;

CONSIDÉRANT que la société AXIA n'a, au jour de signature du présent arrêté, toujours pas transmis le dossier de réexamen exigé pour son site d'Esserts-Blay par l'article R. 515-71 du code de l'environnement, exigible depuis le 17 août 2019 ;

CONSIDÉRANT que l'exploitant n'a de ce fait pas fourni au préfet les éléments permettant de statuer sur la conformité de l'installation aux conclusions sur les meilleures technologies relatives au traitement des déchets (BREF WT) ;

CONSIDÉRANT qu'il y a lieu, conformément à l'article L. 171-8 du code de l'environnement, de mettre en demeure la société AXIA de transmettre ce dossier ;

CONSIDÉRANT toutefois que, comme indiqué par l'exploitant dans son courrier électronique du 5 mars 2021, le broyeur en question subit un arrêt prolongé et ne sera pas remis en service avant 2022 ;

CONSIDÉRANT par conséquent que la remise du dossier de réexamen ne présente plus de caractère d'urgence et que l'échéance fixée par l'arrêté de mise en demeure du 19 février 2021 peut être repoussée ;

CONSIDÉRANT que le broyeur devra avoir été mis en conformité avec les dispositions du BREF WT au plus tard le 17 août 2022, soit 4 ans après la publication des conclusions MTD, conformément aux dispositions de l'article R. 515-70.I du code de l'environnement ;

SUR proposition de madame la secrétaire générale de la préfecture de la Savoie,

ARRÊTE

Article 1 :

La société AXIA, représentée par son président monsieur Anthelme TUMBACH (SIRET 39822926000011), et dont le siège social est établi en ZAC du Château, route de l'industrie 73540 ESSERTS-BLAY, exploitant notamment une installation de tri, transit et regroupement de déchets dangereux et non dangereux au sein de son établissement situé à la même adresse, est mise en demeure de transmettre au préfet le dossier de réexamen prévu à l'article R. 515-71 du code de l'environnement.

Le dossier complet devra être transmis 3 mois avant la remise en service du broyeur de déchets métalliques, et au plus tard le 18 mai 2022.

Ce délais court à compter de la date de notification à l'exploitant du présent arrêté.

Article 2

L'arrêté préfectoral de mise en demeure du 19 février 2021 est abrogé. Ses dispositions sont remplacées par celles du présent arrêté.

Article 3 : Sanctions administratives

Dans le cas où l'une des obligations prévues à l'article 1 du présent arrêté ne serait pas satisfaite dans les délais prévus au même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant, conformément à l'article L. 171-8 du code de l'environnement, les sanctions prévues par le paragraphe II de l'article L. 171-8 du même code.

Article 4 : Délais et voie de recours

Conformément aux articles L.171-11 et suivant du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle ne peut être déférée qu'à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Grenoble, dans un délai, prévu à l'article R.421-1 du code de justice administrative, de deux mois à compter de la notification ou de la publication de la présente décision.

Le tribunal administratif peut être saisi d'une requête déposée sur le site www.telerecours.fr

La présente décision peut faire l'objet d'une demande d'organisation d'une mission de médiation, telle que définie à l'article L.213-1 du code de justice administrative, auprès du Tribunal administratif de Grenoble.

Article 5 : Notification et publicité

Le présent arrêté est notifié à l'exploitant.

Le présent arrêté est publié sur le site internet des services de l'État en Savoie pendant une durée minimale de deux mois.

Article 6 : Exécution

Madame la Secrétaire générale de la préfecture de la Savoie, monsieur le Directeur départemental de l'emploi, du travail, des solidarités et de la protection des populations de la Savoie et monsieur le Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Auvergne Rhône Alpes, en charge de l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie est adressée au maire d'Essert-Blay.

Le préfet

Pour le Préfet et par délégation
La Secrétaire Générale,

Juliette PART